M. MOKDAD SIFI, ANCIEN CHEF DE GOUVERNEMENT :

«Il n'y a aucune avancée sérieuse dans cette Constitution»

Ancien chef de gouvernement de Liamine Zeroual et ex-candidat à la présidentielle d'avril 1999, contre le «candidat du consensus», Abdelaziz Bouteflika, Mokdad Sifi est un acteur politique de premier plan, même si, il est vrai, il n'est plus aux premières lignes, ces dernières années. Un retrait qui ne signifie pas indifférence, toutefois, puisque l'homme suit de très près la situation générale du pays. Tant aux plans politique, économique que sécuritaire. Lui-même n'échappe pas à certaines polémiques comme celle qui le projette au-devant de la scène lorsque son nom est évoqué par un site électronique dans une affaire de «détournement» de publicité, impliquant l'ancien général conseiller de Zeroual, Mohamed Betchine. De cette affaire, mais aussi de bien d'autres dossiers, Mokdad Sifi a bien voulu nous parler sans détour, dans cet entretien.

Entretien réalisé par Mokhtar Benzaki

Photo : DR

Mokdad Sifi.

Le Soir d'Algérie : ***Vous avez été mis en cause dans les accusations portées contre Betchine par un journal électronique. Vous n'avez pas souhaité répondre ?***

Mokdad Sifi : Pourquoi voulez-vous que je m'immisce dans des affaires qui ne me regardent pas et ne m'intéressent pas. Les lecteurs avertis auront corrigé d'eux-mêmes les inepties du journaliste qui avait conclu, sans aucun justificatif ni justification, que j'aurais, en tant que chef de gouvernement, donné une instruction verbale à un directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur pour qu'il saisisse, par écrit, dans un document classé secret, le directeur général de l'Anep afin que celui-ci donne de la publicité aux journaux qui appartiennent à un ministre conseiller du chef de l'Etat et sans en informer son ministre de l'Intérieur. Ces acrobaties sont comiques, sinon ridicules. Si je devais donner une instruction, je l'aurais donnée au DG de l'Anep ou à son ministre de tutelle. Le ministre conseiller du chef de l'Etat était très proche du ministre de l'Intérieur et n'avait pas besoin de relais pour court-circuiter un ministre qu'il avait lui-même ramené. Ce journaliste, s'il est vraiment journaliste, aurait dû ne pas mélanger des informations documentées qu'on lui a données avec ses supputations imbéciles à propos de ma supposée «malléabilité» !

Il aurait dû interroger ses commanditaires qui lui auraient confirmé, parce qu'ils le savent, que je ne suis surtout pas du genre à me faire marcher sur les pieds.

Maintenant, je suis désolé de constater que deux anciens officiers militaires de haut rang sont en train de se tirer dessus au risque de cibler ceux qui n'ont rien à voir avec leurs querelles de chiffonniers.

Je ne suis ni dans le camp des uns ni dans celui des autres. Et si ces gens veulent régler leurs différends, qu'ils le fassent entre eux. J'espère que je vous ai répondu et que cette affaire est close. Il y a d'autres urgences et d'autres priorités pour ceux qui pensent à leur pays et non à leurs petites personnes.

Que pensez-vous de la nouvelle Constitution et de ses avancées ?

Le faux débat autour de cette supposée révision constitutionnelle ne sert qu'à occulter les vrais problèmes du pays. La campagne des supposées réformes annoncées depuis 2011 continue. A part rétablir les deux termes du mandat présidentiel après avoir violé la Constitution précédente, et promettre, à terme, l'officialisation effective de tamazight, il n'y a aucune avancée sérieuse, ni en termes de droits ou de libertés des citoyens, ni en termes de séparation des pouvoirs, ni en termes de consolidation des institutions.

La dissolution du DRS et son remplacement par une coordination auprès de la Présidence de la République est-elle, selon vous, une avancée majeure pour le renforcement de l'Etat civil ?

Avant d'avoir un Etat «civil» et je ne sais pas ce que «civil» veut dire dans ce cas, il faut d'abord édifier un Etat. Or, nous n'avons pas fini d'édifier cet Etat. Où sont les institutions solides et pérennes ? Où est le droit de cet Etat et dans cet Etat ? Je pense que nous avons régressé depuis les années 80 dans la construction de notre Etat et aujourd'hui, nous nous en remettons encore à l'ANP pour maintenir le pays à flot. Dans ce cadre, la réorganisation des services de sécurité, au-delà de son caractère technique et managérial, a un impact politique important qu'il faut évaluer à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Je pense qu'il faut attendre les mesures prochaines du pouvoir pour comprendre les objectifs de cette réorganisation.

L'activité politique s'est emballée récemment avec le groupe des 19-4, les problèmes de Louisa Hanoune, le duel Ouyahia-Saâdani sur la Constitution et puis il y a le retour de l'ancien Premier ministre Brahimi et ses déclarations. Que pensez-vous de tout cela ?

J'éviterai de parler de cette agitation secondaire et de ces clowneries qui n'intéressent pas le citoyen. Quant à Monsieur Brahimi, il faut d'abord rappeler que c'est un authentique moudjahid qui est, hélas, passé par une traversée du désert douloureuse. Je ne suis pas d'accord avec les réformes qu'il a menées dans les années 80 et qui ont totalement ruiné notre industrie mais je ne suis pas habilité à le juger et il faudrait qu'il s'en explique un jour en toute sérénité.

Quant à son action politique après son départ d'Algérie et ses déclarations sur les 26 milliards de dollars, il aurait malheureusement été pris dans un engrenage et succombé aux sirènes des islamistes, de mon point de vue plus par dépit que par conviction.

Aujourd'hui, il est bon qu'il rentre dans son pays, mais j'espère qu'il n'est pas victime d'un chantage qui consisterait à l'instrumentaliser contre X ou Y. Je ne peux que souhaiter qu'il se mette au-dessus de la mêlée actuelle.

L'opposition est plus que jamais émiettée. La Coordination, l'Instance de suivi, les partis en dehors de l'APN, les partis à l'intérieur de l'APN, les personnalités… Cette opposition peut-elle s'unir face au pouvoir ?

Vous avez bien souligné les divisions de l'opposition, mais s'il y a des divisions normales expliquées par les divergences de programmes et de stratégie politique, il faut cependant aussi signaler qu'il y a des manipulations, des connivences et des alliances d'intérêt qui jouent un grand rôle dans l'affaiblissement de l'opposition.

Tant que le pouvoir continue à maintenir une chape de plomb sur l'expression citoyenne, il ne pourra pas y avoir de décantation pour qu'émerge une opposition représentative. Aujourd'hui, il y a un mélange hétéroclite de vrais opposants et de chargés de mission en tous genres qui **empêche le citoyen d'identifier qui est avec qui.**

Nous arrivons à la dernière question et qui est la question principale : où va l'Algérie économiquement ? La chute des prix du pétrole risque-t-elle de nous emmener vers une autre tragédie ? Que doit faire le gouvernement pour maintenir la stabilité économique et prévenir une explosion sociale ?

Depuis des années et des années, des hommes politiques et des experts tirent la sonnette d'alarme pour dire qu'on va droit dans le mur. Le pouvoir est resté sourd et aveugle et encore aujourd'hui, il continue à nourrir l'espoir d'une remontée du prix du pétrole pour continuer à mener sa gestion anti-économique du pays. Le pouvoir rêve aussi du pétrole et du gaz de schiste comme ressources de remplacement. Au lieu de penser production, il pense vente, et s'il n'y a pas de reprise des prix et s'il n'y a pas de production de schiste, il pensera à l'endettement ou même à la vente du pays.

Tout le monde sait que la seule solution c'est de produire de la richesse et pour cela il faut des choix et des décisions économiques stratégiques. Pour faire ces choix et appliquer les décisions, il faut redonner le pouvoir aux compétences de ce pays. Le pouvoir refuse de céder tout pouvoir de décision.

Dans ce cas, nous n'éviterons pas la tragédie. L'Algérie a encore les moyens humains et les ressources naturelles et financières pour espérer le développement. Encore faut-il que la voie soit dégagée.

M. B.